

## Présentation

*Hassan REMAOUN*<sup>(1)</sup> et *Abdelhamid HENIA*<sup>(2)</sup>

Le colloque international tenu du 15 au 17 mars 2011 à Oran et dont les actes sont à l'origine de cette publication avait pour intitulé : *les espaces publics au Maghreb au carrefour du religieux, de la société civile, des médias et des NTIC*. Les organisateurs en étaient deux institutions maghrébines, l'une algérienne, le Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle<sup>1</sup>, et l'autre tunisienne, le Laboratoire DIRASET-Études Maghrébines<sup>2</sup>. Cette rencontre a par ailleurs pu bénéficier du soutien d'organismes allemands, le GIZ et la fondation Hanns Seidel que nous remercions pour leurs précieuses contributions.

Ce colloque avait vu la participation d'une cinquantaine<sup>3</sup> de participants et d'un public composé d'universitaires, nombreux, ainsi que d'autres acteurs de la société, assidus et ayant largement contribué à des débats particulièrement intenses et riches.

Lorsque notre collègue Mohamed Nachi nous avait suggéré en 2010 d'aborder une pareille thématique dans le cadre d'un colloque, nous étions loin de nous douter que des mouvements sociaux de grande intensité et porteurs de changements politiques profonds allaient voir le jour. Déclenchés en Tunisie, ils vont s'étendre comme une onde de choc, via l'Égypte, vers d'autres pays du Monde arabe, et occuper le devant de l'actualité de nos jours encore, soit plus de deux ans après leur avènement. Ceci ne pouvait bien entendu pas ne pas influencer sur les débats du colloque qui se tenait quelques semaines à peine après la chute du régime de Ben Ali, et une table ronde, portant spécifiquement sur les origines de ce que les médias avaient baptisé *Révolution des Jasmins* en Tunisie puis *Révolutions arabes* et les changements dont ils pouvaient être porteurs, avait été insérée en marge de la rencontre.

---

<sup>(1)</sup> Université d'Oran, Faculté des sciences sociales, 31000, Oran, Algérie.

Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, 31000, Oran, Algérie.

<sup>(2)</sup> Université de Tunis, Faculté des sciences humaines et sociales, Laboratoire DIRASET, Tunis, Tunisie.

<sup>1</sup> CRASC, domicilié à Oran et représenté par la Division de recherche en socio-anthropologie de l'histoire et de la mémoire.

<sup>2</sup> DIRASET, Université de Tunis, Faculté des sciences humaines et sociales.

<sup>3</sup> Après avis des membres du comité scientifique qui ont participé à la lecture des textes qui nous sont parvenus en présentant leurs remarques aux différents auteurs, nous avons retenu pour cet ouvrage la publication de 34 contributions.

L'émergence en force de la société à travers ses différents vecteurs dans des manifestations avec occupations des espaces urbains indiquait toute la pertinence de la problématique de l'espace public dans les pays arabes en général, et au Maghreb en particulier, surtout au vu des premiers succès qui surprenaient les plus sceptiques. Les discussions à propos de ces événements, menés à chaud alors qu'ils venaient tout juste d'être déclenchés, ne permettaient sans doute pas de tirer tous les enseignements, et c'est loin d'être le cas deux ans après, même si face aux péripéties qui s'en sont suivies, des travaux réalisés depuis ou en cours commencent à affiner l'étude du phénomène avec une lucidité qui semble plus de mise<sup>4</sup>.

Notre colloque cependant, loin de subir la pression d'événements très rapprochés dans le temps et dans l'espace, s'en est pour l'essentiel tenu à la problématique annoncée avant leur apparition, en visitant suite à d'autres travaux antérieurement menés cette notion d'espace public à travers sa généalogie conceptuelle et l'usage qui pouvait en être fait pour approcher le réel maghrébin aux multiples facettes. Les différentes contributions que nous présentons dans cet ouvrage seront, pour des raisons de cohérence globale, réparties en six parties différentes, avec un découpage qui demeure arbitraire, puisque comme on le verra, de nombreux textes, qui pouvaient relever du local par exemple, ont été insérés ailleurs (pour des raisons qui apparaîtront à leur lecture). Les parties portent les intitulés suivants :

---

<sup>4</sup> Il y a eu depuis lors de nombreux textes et ouvrages publics sur le Monde arabe, qui vont de l'approche informative et journalistique ou marquées par l'engagement citoyen, à l'analyse à prétentions académiques. Des colloques notamment après ont été tenus, parmi lesquels nous signalons :

- Le symposium : *Algérie, penser le changement*, organisé du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2012 au siège du CRASC à Oran (Algérie).
- Le congrès organisé par l'Intituto de Investigaciones Historio Sociales (IHS) de l'Universidad Veracruzana de Xalapa (Mexique) les 22 et 23 novembre 2012 sur la thématique : *Protestations et soulèvements dans le monde* (rencontre centrée sur le Monde arabe et l'Amérique latine).
- Le colloque organisé du 17 au 19 janvier 2013 en Tunisie par l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National (ISHMN) de l'Université de la Manouba autour de la thématique : *Thawra(t) : pour une approche comparée des révoltes et révolutions à l'époque contemporaine (XIXe-XXIe siècle)*.
- Nous citerons aussi le 39<sup>ème</sup> Congrès de la Pensée contemporaine programmé par la Fondation Temimi (Tunis) (en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer), du 11 au 13 avril 2013 consacré à *La Transition démocratique au Maghreb : état et perspective*.
- Un colloque international est organisé par le Laboratoire Diraset-Études maghrébines de l'Université de Tunis et l'Association tunisienne d'anthropologie sociale et culturelle (ATASC) avec le soutien de la Fondation Hanns Seidel, les 2 et 4 mai 2013, portant sur « La Révolution tunisienne : compromis historique et citoyenneté politique ».

- I- Généalogies, approches théoriques et usages du concept (6 contributions)
- II- Approches portant sur la société globale (6 contributions)
- III- Approches portant sur le local (5 contributions)
- IV- Les jeunes et le genre : le sport et la politique. (5 contributions)
- V- L'imaginaire, le religieux et le politique (7 contributions)
- VI- Les réseaux sociaux et l'espace médiatique (4 contributions)

Sans épuiser, loin de là, le champ de l'espace public, les différents textes permettent d'aborder la question sous un certain nombre d'angles avec parfois des opinions que nous pouvons partager ou non, mais qui mettent tous en exergue sa complexité. Cette dernière est d'ailleurs mise en évidence dès le texte présenté en guise d'ouverture par Mohamed Nachi qui, abordant le Maghreb en axant sur le cas tunisien, attire notre attention sur le fait que « la réflexion sur les espaces publics au Maghreb ne doit pas surestimer le rôle des Nouvelle technologies de l'information et de la communication (NTIC) ou celui des Réseaux sociaux, et encore moins, négliger l'étude des figures "traditionnelles", des lieux habituels de la parole publique (journaux, audiovisuel, multimédias, associations, cafés, marchés, parcs, stades etc.) ».

La diversité de thématiques abordées dans cet ouvrage répondra à ce souci ainsi exprimé, sans pour autant tomber dans le travers opposé de la sous-estimation, d'où la nécessité affirmée déjà par l'auteur de revenir sur l'élaboration du concept, ce que feront dès la première partie de l'ouvrage nos collègues : B. Bencherki, M. Remaoun, K. Boumenir, A. Melfi, A. Saim et C. Zine en le replaçant dans le contexte du débat mené de l'antiquité à nos jours dans les domaines philosophique, et plus généralement de la pensée politique économique et sociale. Bien entendu, la pensée de Jürgen Habermas est, à cette occasion, revisitée en la confrontant comme l'avait fait Nancy Fraser par exemple aux nouvelles données de « la mondialisation » qui tendent à réduire les espaces d'expression de la souveraineté nationale au profit d'autres centres d'initiative et de décision.

Dans la deuxième partie, A. Ouard, A. Boubekri, S. Bouhdiha, M. Larbi, et M. Medkhour nous feront voyager au Maroc, en Tunisie et en Algérie en travaillant sur les espaces nationaux (la société civile, la politique de santé, et d'une manière plus générale, le rapport de la société à l'État, avec notamment le phénomène de la rumeur, ainsi que sur la question des réfugiés et demandeurs d'asile dans l'espace maghrébin).

Dans la troisième partie où il est question d'approches portant sur le local, A. Khouadja, M. Guenaou, K. Feninekh, K. Abdellah-Tani et M. Margouma aborderont toujours la problématique de l'espace public en traitant cependant de cités telles Beni Izguen à Ghardaïa, Tlemcen, Oran ou Tiaret en opérant sa relation à des lieux physiques ou symboliques tels le marché, la *zenqa*, la liberté ou même à la Açaïyah d'Ibn Khaldûn.

F.-Z. Sai<sup>5</sup>, Y. Rahou, Y. Fates, T. Rehal et M.-A. Faradji traitent, dans la quatrième partie, du genre et de la jeunesse en rapport avec la pratique de la politique ou du sport (les deux pouvant d'ailleurs se rejoindre).

Par ailleurs, dans la cinquième partie portant sur l'imaginaire, le religieux et le politique (ici le local continuerait encore à servir de support) L. Chakroun, M.-A. Cabré, A. Zekkour, K. Abida, M. Mesbah, M. Hirèche, et enfin D. El Mestari et F. Nouar nous feront voyager de Nouakchot à Tunis en passant par Kairouan, Ghardaïa, Alger, et sans oublier le Maroc pour aborder les relations entretenues à propos de l'espace public.

Dans la sixième et dernière partie enfin, F. Ikhlef, B. Chaibdraa-Tani, A. Nafa, et Y. Boudhane et A. Merah abordent la question des réseaux sociaux et autres NTIC et médias qui ont bouleversé en profondeur le rapport des sociétés à l'espace public et dont l'usage à l'occasion des *Printemps arabes* est toujours en discussion.

Si elle peut être d'un apport dans le long processus d'accumulation des connaissances, cette publication est cependant loin d'être exhaustive. De nombreux aspects et pistes restent encore à explorer, comme nous l'avons déjà dit à propos des bouleversements récemment intervenus dans le Monde arabe. Si elle a parfois été abordée dans certains textes, *la société civile* continue à poser problème, ne serait-ce que par la polysémie qui caractérise la notion et les marqueurs de sa présence au Maghreb.

Est-ce que l'espace public serait le lieu d'une jonction entre *société civile* et *société politique*? Leur distinction dans les faits n'étant, selon A. Gramsci, que d'ordre « pratique » et « méthodologique » ; cette imbrication n'impliquant, toujours selon l'auteur, que « la dégénérescence », où l'effondrement de l'un entraînerait l'affaiblissement de l'autre<sup>6</sup>. C'est là une question qu'on ne peut aborder sans traiter aussi du triptyque conceptuel *laïcisation-sécularisation-État civil* jusqu'à maintenant passionnément discuté et disputé dans le Monde arabe avec toutes les

---

<sup>5</sup> Fatima-Zohra Sai nous a quittés depuis la tenue de ce colloque emportée par la maladie. Nous ne manquerons pas ici d'avoir une pensée pour elle et ses proches.

<sup>6</sup> L'État fonctionnant ainsi comme « équilibre entre la société politique et la société civile », cf. Antonio Gramsci, *Œuvres choisies*, Paris, Ed. Sociales, 1959 (voir note, p. 295)

retombées que cela impliquerait pour la société<sup>7</sup>. Qu'en est-il aussi de la question de la *civilité* et des *droits civils* (les droits de l'homme en d'autres termes) et du *civisme* ainsi que *devoirs et droits civiques* (qui renverraient à l'expression de la citoyenneté) et de la socialisation que cela suppose à travers notamment l'intervention culturelle et éducative dans l'espace maghrébin ?<sup>8</sup> Sur tous ces aspects, et bien d'autres, chacun apportera sa contribution et nos équipes de recherche continueront à être de la partie puisque entre le CRASC et DIRASET il y a maintenant une tradition de travail en partenariat qui remonte à plusieurs années<sup>9</sup> et se poursuit de nos jours. Un programme de recherche en commun a, par exemple, été initié il y a une année et porte justement sur cette thématique des espaces publics à laquelle nous continuons à nous nous intéresser toujours, en visitant des aspects déjà abordés lors de ce colloque, mais en élargissant aussi nos domaines de recherche. Des axes (liste non exhaustive) ont ainsi été proposés à l'investigation :

- 1) Espaces publics : regards croisés autour du concept
- 2) Approches pratiques
- 3) Le religieux et le politique dans les espaces publics maghrébins
- 4) Espaces publics : expressions, discours et pratiques sociales
- 5) Espaces publics et localités maghrébines
- 6) Expériences de gestion des espaces publics : approches des politiques publiques
- 7) Pratiques médiatiques et communicationnelles
- 8) L'espace public comme lieu de contestation et de mobilisation : quand, comment et pourquoi l'espace informel des marginaux, des artistes, des bohémiens, des militants et autres minorités, devient un espace public ?

---

<sup>7</sup> L'un des auteurs de cette présentation a, à ce propos, commis une analyse comparative des contenus des manuels d'éducation civique en usage en Algérie au Maroc et en Tunisie. Cf. Hassan Remaoun (dir.), *L'Algérie aujourd'hui : Approches sur l'exercice de la citoyenneté*, Oran, Ed. CRASC, 2012.

Voir aussi le dossier consacré à la question de violence dans *Insaniyat*, Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales, n°10, janvier-avril 2000 (la revue est disponible aussi bien sur papier que sur Internet). On pourra se référer aussi, Hélène Bellanger (dir.), *Le civisme vertu privée d'utilité publique*, Paris, Ed. Autrement, 1996.

<sup>8</sup> Les travaux autour de cette question ne datent pas d'aujourd'hui. On renverra ici à ceux de Mohammed Arkoun ou encore à l'ouvrage plus récent de Mohamed Kerrou (dir.), *Public et privé en islam*, Tunis, IRMC, et Paris, Maisonneuve et Larose, 2002.

<sup>9</sup> L'un des résultats de cette coopération entre le CRASC et DIRASET a été la publication de l'ouvrage : Sami Bargaoui et Hassan Remaoun (coord.), *Savoirs historiques au Maghreb, construction et usages*, Oran, Ed. CRASC, Tunis, Ed. CERES, 2006.

Ces axes, loin d'être compartimentés, se chevauchent, bien entendu, et doivent être lus à la lumière des thèmes proposés (ou sous-axes que nous n'énumérons pas ici). Il est question de chercher des appuis sur les analyses lexicologiques : le *âm* (public) et le *Khâs* (privé), le *makhzen*, le *beylik*, le *abli*, l'*espace* et le *public*, le *rural* et l'*urbain* ainsi que tout ce qui touche au civisme et à la citoyenneté. Dans le domaine des pratiques économiques et des réformes engagées ou déclarées, la relation public-privé pourra être aussi visitée, et il en est de même pour les rapports de genre, avec la crise du système patriarcal, liée à l'émergence massive des femmes au sein de l'institution éducative et du marché du travail. L'impact des nouveaux médias satellitaires et des réseaux Internet avec leur retombées sur les mœurs, la relation au religieux et aux enjeux de la sécularisation de la société, ainsi que sur les mouvements sociaux et la mobilisation politique devra constituer aussi un centre d'intérêt majeur pour les équipes concernées.

Nous espérons contribuer ainsi à l'émergence d'une tradition de recherche à la fois trans-maghrébine et, bien entendu, tournée vers le Maghreb comme objet de connaissance. La tenue de ce colloque et la publication de ses actes ne devront pas rester sans suite.